

SIX ACTIONS QUE NOUS POUVONS FAIRE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN MONDE DURABLE ET ÉQUITABLE

Par Rory Truell,

Co-facilitateur du Sommet mondial des peuples et
Secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs sociaux.

Le Sommet mondial des peuples est l'occasion pour tout un chacun et toute une chacune de participer à la construction d'un avenir durable partagé, où toute personne se sent en confiance. En cet instant même où nous vous invitons à participer à ce voyage, des personnes se joignent déjà à nous pour nous faire part de leurs idées et de leurs actions.

La présente note est une contribution individuelle, faisant fond de discussions menées avec de nombreux partenaires locaux et mondiaux au cours de l'évolution de ce mouvement. Il présente six actions que nous pouvons entreprendre, créées pour inspirer d'autres idées en vue d'un monde éco-social équilibré. Même si de nombreuses questions ne sont pas abordées par ces points, je suis sûr qu'au cours des différentes étapes du dialogue, ces approches seront modelées, complétées et affinées au fur et à mesure de notre coopération.



IMPRINT

Publié par le Sommet mondial des peuples "Co-construire un nouveau monde écosocial: Ne laisser personne de côté", www.newecosocialworld.com

Oeuvre d'art : Aman Hamudi Mohamed

Mise en page : Pascal Rudin

INTRODUCTION

Le monde est plein de changements. Les trois crises mondiales interdépendantes que sont les changements climatiques, l'accroissement rapide des inégalités et la pandémie mondiale privent les personnes de leur dignité et de leur avenir.

Cette situation exige de nous que nous travaillions différemment. Nous devons concevoir ensemble une nouvelle forme de coopération, qui transcende les frontières nationales, qui apporte la sécurité, la paix et la confiance pour tous les peuples, et la durabilité pour les écosystèmes dont nous dépendons. Une telle coopération, qui relie les aspirations locales et mondiales, est à notre portée. D'importantes avancées ont déjà été obtenues, qui peuvent être consolidées.

Ce document propose six actions intégrées pour construire ensemble le changement :

Économie: De l'économie de marché à une société du bien-être durable

Environnement: De l'exploitation à la reconnaissance des droits de la nature en vue d'une coexistence durable

Nationalisme: De l'introspection nationale à la citoyenneté mondiale

Commerce: Des marchés indépendants à la coopération durable

Travail: De la négligence à l'estime et à des conditions de travail décentes.

Responsabilité de l'État: Des dépenses publiques qui se bornent à pallier les besoins du moment, à l'investissement public dans le bien-être

En juin 2022, le sommet mondial des peuples "Co-construire un nouveau monde éco-social : Ne laisser personne de côté" permettra à chacun de contribuer à un monde écologiquement durable et socialement juste. Le sommet rassemblera des contributions diverses en reconnaissant qu'aucune culture, aucun modèle ou

aucune approche philosophique ne peut apporter les réponses à toutes les personnes et à l'ensemble de l'écosystème.

Les partenaires mondiaux du Sommet ont leurs racines dans des cultures diverses et des intérêts différents, et s'engagent à coopérer pour modeler une nouvelle structure mondiale au bénéfice de la génération actuelle et des générations futures. Les partenaires représentent des centaines de millions de personnes et de peuples ; il reste un espace illimité pour toute autre personne désireuse de s'associer à cette démarche et à notre voyage.

Ensemble, les partenaires ont défini des principes directeurs pour guider les travaux du Sommet:

« Buen Vivir¹ », amour et soin envers les personnes et la planète, responsabilités et droits.

Respect, dignité, harmonie et justice

Diversité, appartenance, réciprocité et équité

Ubuntu², convivialité et sens de la communauté

Toutes nos idées et expériences positives de changement seront présentées au Sommet mondial des peuples. Celles-ci sont regroupées en grands valeurs, principes, pratiques et politiques qui serviront de points de référence pour l'évolution future. Immédiatement après le Sommet, les dirigeants et dirigeantes politiques du monde entier, réunies au Forum politique de haut niveau des Nations Unies, recevront ces points de référence et seront invité-es à se joindre à nous pour poursuivre l'intégration des changements que nous recherchons.

FOOTNOTES

- 1 Buen Vivir : mouvement social des peuples autochtones d'Amérique du Sud qui décrit un mode de vie et une forme de développement où les questions sociales, culturelles, environnementales et économiques fonctionnent ensemble et en équilibre, et non de façon séparée et hiérarchique comme c'est le cas actuellement.
- 2 Ubuntu : philosophie africaine autochtone fondée sur l'interdépendance et l'interconnexion des personnes avec leur environnement, « Je suis parce que nous sommes ».

SIX ACTIONS INTÉGRÉES POUR LE CHANGEMENT

1 Économie: De l'économie de marché à une société de bien-être durable

Le produit intérieur brut (PIB) n'est pas un bon indicateur de progrès mondial. Il renforce le statu quo de l'inégalité et de la non-durabilité. De nombreux économistes, mouvements de masse et organisations de la société civile encouragent une refonte fondamentale du rôle de l'économie dans le développement durable et le bien-être. Le PIB mesure la production de biens et de services, mais ne mesure pas la durabilité, la qualité de vie des personnes, leurs contributions à la société, ni le respect des droits humains. Les systèmes économiques mondiaux dominants reposent sur l'idée que l'économie mondiale est en quelque sorte séparée des conditions sociales et écologiques et que le marché détermine ce que les gens veulent et ce qui est le mieux pour eux.

Partout dans le monde, les gens disent maintenant que le bien-être collectif devrait être l'indicateur ultime du progrès plutôt que le PIB. L'économie doit être considérée comme un facteur dans l'élaboration d'une politique intégrée, mais pas comme la force dominante.

Plusieurs pays (dont l'Écosse, la Finlande, le pays de Galles, l'Islande, la Nouvelle-Zélande) ainsi que de nombreuses régions et villes ont déjà commencé à se détourner des formules économiques imposées par le marché. Cette approche affirme que les populations elles-mêmes sont les mieux placées pour situer les problèmes et peuvent jouer un rôle essentiel dans la définition des solutions. L'approche privilégiée par ces pays et ces populations consiste à collaborer avec tous les ministères et la société civile afin de cerner les problèmes et d'y remédier, ce qui permet de construire ensemble le développement durable. Cela nécessite une mentalité de politique ascendante.

Ces nouveaux modes de gestion de l'économie par les dirigeants et dirigeantes politiques sont le fruit d'une nouvelle analyse politique et de l'élaboration de

politiques axées sur le bien-être et sur la collaboration de l'ensemble des composantes de la société. Ils fournissent une orientation à propos des réponses à apporter aux problèmes de la discrimination et de l'inégalité.

2 Environnement: De l'exploitation à la reconnaissance des droits de la nature en vue d'une coexistence durable

Les mouvements de masse et les citoyens et citoyennes engagés du monde entier ont modifié l'orientation politique de certains pays, pour cesser l'extraction des carburants fossiles et investir dans les énergies renouvelables. Ce n'est que le début d'un changement de mentalité qui accepte que l'être humain n'a pas une domination totale sur le monde naturel pour notre satisfaction. Cela ramène la compréhension globale en direction du « Buen Vivir » et d'autres philosophies des peuples autochtones, qui reconnaissent les droits des océans, du ciel, des rivières et de la terre.

Depuis 2008, des pays, des villes et des actions juridiques spécifiques ont abouti à la reconnaissance des droits juridiques de la nature et des écosystèmes. C'est notamment le cas en Argentine, en Bolivie, au Canada, en Colombie, en Équateur, aux États-Unis, en Inde, en Nouvelle-Zélande, en Ouganda, au Pakistan et au Pérou. Ces exemples, ainsi que les mouvements mondiaux réclamant la reconnaissance des droits de la nature, mettent en exergue le fait que les écosystèmes devraient avoir le même niveau de droits que les humains. Des droits qui protègent la nature contre toute atteinte, dégradation ou violation. Cette vague d'action doit être encouragée et appuyée par tous et toutes.

3 Nationalisme: de l'introspection nationale à la citoyenneté mondiale

Pour construire ensemble un monde écosocial équilibré pour notre survie, nous devons reconnaître que les intérêts des nations et des individus sont secondaires par rapport à l'équité et à la durabilité mondiales. En tant que principe, le droit de chaque personne à être égale à toutes les autres a été inscrit dans de nombreuses constitutions et renforcé par des accords mondiaux. Il faut

maintenant les étoffer pour affirmer que tous les pays sont socialement et économiquement interdépendants pour la survie et le progrès de notre avenir commun.

Les actions de coédification qui découlent des principes de coopération et de respect réciproque doivent primer sur l'intérêt personnel ou national. Ce principe doit être adopté par l'ensemble des citoyens et citoyennes du monde et par leurs cadres démocratiques, car il est clair qu'aucune population ne peut se prémunir seule des changements climatiques, des pandémies ou des effets à long terme de l'évolution du marché et de la spirale économique. Pourtant, nous avons créé des obstacles structurels. Les étroits systèmes démocratiques qui donnent la priorité à une population plutôt qu'à d'autres, et les mouvements sociaux qui mettent l'accent sur un ensemble de problèmes sans chercher à travailler avec d'autres, ne parviennent pas à coédifier un avenir partagé au bénéfice de tout un chacun et toute une chacune, avec pour conséquence que certaines personnes sont laissées de côté. Les personnes dans ces circonstances se sentent souvent abandonnées après de trop nombreuses expériences de non-entrée en matière, ce qui entraîne leur aliénation politique. Étant donné que nous tous et toutes contribuons à ces systèmes défailants, nous pouvons tous et toutes coopérer pour les modifier.

Les partenaires du Sommet conviennent de ce que les facteurs de réussite d'un changement durable consistent à dépasser la notion de tolérance pour parvenir à une appréciation profonde de l'avenir commun et à un engagement à coédifier ensemble. Ceci modèle une approche que les gouvernements, les agences internationales, les milieux d'affaires et d'autres acteurs peuvent faire progresser pour dépasser nos frontières nationales et atteindre la citoyenneté mondiale.

4 Commerce : des marchés indépendants à la coopération durable

Les pratiques commerciales évoluent dans de nombreux pays. L'influence des consommateurs et des mouvements sociaux aide certaines entreprises à porter l'attention sur les résultats sociaux et environnementaux. Pourtant, le monde est loin de garantir l'équité et la durabilité des marchés et du commerce. Par

exemple, la majorité des multinationales contribuent largement aux inégalités, ne paient pas d'impôts dans les pays où leurs produits sont fabriqués ou vendus, et agissent sans se soucier du bien-être des personnes et des populations.

La réglementation du commerce international peut être éclairée par un mode d'élaboration des politiques émanant de la base de la société, fondé sur une approche équitable, écologiquement durable et équilibrée. Cela pourrait englober la réalisation de la force et de la capacité de toutes les collectivités par une compréhension réciproque de nos différentes philosophies conceptuelles du commerce, comme fondement de notre coopération durable dans le commerce et les affaires, permettant à toutes les parties de participer de manière égale et de prospérer.

5 Travail: de la négligence à l'estime et à des conditions de travail décentes

Depuis leur naissance, les syndicats et le mouvement ouvrier réclament des normes internationales du travail, des salaires corrects et des conditions de travail décentes. Cette approche est appuyée par les organismes mondiaux, qui la considèrent comme une méthode cruciale pour éliminer la pauvreté. Les normes internationales du travail en vigueur, qui ne sont malheureusement pas pleinement appliquées dans une grande partie du monde, intègrent des droits humains fondamentaux, universels et indivisibles : le droit de ne pas être soumis-e au travail forcé, le droit de ne pas être soumis-e au travail des enfants, le droit de ne pas être soumis-e à la discrimination au travail, le droit de fonder un syndicat et d'y adhérer, ainsi que celui de négocier collectivement.

Ces principes peuvent être étendus pour intégrer un salaire correct et des environnements de travail qui favorisent l'appartenance et le bien-être. L'effet de la mise en œuvre de ces lois internationales transformerait la vie des personnes en leur permettant de faire l'expérience de la reconnaissance, du respect et de l'amélioration de leur bien-être, permettant à chaque individu d'avoir le sentiment d'apporter quelque chose, ce qui augmente le capital social.

6 State responsibilities: From reactive public spending to public investment in wellbeing

Ne laisser personne de côté signifie intégrer chacun et chacune ! Pour parvenir à cette transformation sociale, il faudra modifier les politiques et les pratiques publiques. La pandémie a illustré de façon claire les limites déjà évidentes des services publics, privés et à but non lucratif, cloisonnés, et qui se contentent de pallier les problèmes à mesure qu'ils surviennent. Les pays qui ont le mieux résisté à la pandémie ont recentré leurs dépenses publiques sur l'investissement dans le bien-être, en impliquant les populations dans l'élaboration des nouveaux mécanismes.

Les professions mondiales du travail social et de la santé, les organisations de la société civile et l'enseignement ont déjà commencé à collaborer pour modifier la conception des politiques afin d'encourager cette transformation sociale. Cet apprentissage peut être utilisé pour modeler, par exemple, les services d'éducation afin d'équiper les personnes, non seulement pour le marché du travail, mais aussi pour leur donner la capacité de contribuer au bien-être de leur communauté. Des services sociaux et de santé qui s'engagent auprès des personnes de leurs collectivités pour concevoir ensemble des services préventifs et réactifs, accumuler un capital social et répondre aux besoins de bien-être de leurs collectivités.

En coédifiant des collectivités saines, nous créons des ressources. L'expérience de l'Afrique dans la mise en œuvre de la philosophie « Ubuntu », dans des pays où la fourniture d'infrastructures par l'État est souvent faible, fournit un exemple des capacités des collectivités à cocréer le changement.

INVITATION À PRENDRE PART AU CHANGEMENT POUR NOS AVENIRS COMMUNS

Ces six exemples d'actions ont des thèmes constants :

Méthodes holistiques et écologiques,

Engagement civique,

Responsabilité sociale,

Élaboration de politiques à partir de la base,

Droits équilibrés,

Systèmes réciproques,

Exploiter le pouvoir des collectivités et de la diversité,

Créer des sociétés de leaders.

Nous pouvons tous et toutes apporter notre pierre à ces actions

Les idées ci-dessus sont loin d'être originales. Depuis de nombreuses années, elles sont formulées par des membres de la société civile, des personnes marginalisées, des professionnel·les et des politicien·nes en quête d'un monde juste. Elles nous orientent vers un nouveau monde écosocial où les systèmes sociétaux et mondiaux sont ancrés dans les aspirations des personnes et de leurs collectivités. Pour joindre vos idées aux nôtres en vous associant à nous, inscrivez-vous ici et apportez votre contribution:

www.newecosocialworld.com



Co-Construire un Nouveau Monde Éco-Social

NEWECOSOCIALWORLD.COM

@newecosocialworld
@ecosocialworld

f new eco-social world
#NewEcoSocialWorld

